



www.fnte.cgt.fr

Lutte
Appel à la mobilisation



Changer la donne par la lutte

En France à l'instar de nombre de ses homologues européens, le premier ministre Fillon a dévoilé fin août une nouvelle série de mesures censées aider à lutter contre les déficits. Ces nouvelles mesures vont à nouveau accroître les inégalités et réduire le pouvoir d'achat des salariés actifs et retraités qui ont déjà du supporter un nombre important de sacrifices pour payer les effets d'une crise dont ils ne sont aucunement responsables.

Coups sombres

Les salariés du ministère de la défense comme des entreprises y dépendant risquent d'être particulièrement impactés par ce nouveau plan de rigueur.

Ainsi, 48% des annulations de crédit budgétaire de l'Etat seront imputés au ministère de la défense. De plus, déjà en déficit de 190 millions d'euros, le ministère de la défense devra déboursier 460 millions d'euros d'amende dans le cadre de l'affaire des frégates taïwanaises et comme si cela ne suffisait pas, le coût des opérations extérieures coûteront au contribuable 1 Milliard d'euros pour un budget initial de 645 millions d'euros.

Allègement de l'ISF pour les riches = - 2 milliards d'euros pour l'État.
Augmentation de 3,5 % des compléments santé : 1,2 milliards supportés par les salariés.
N'y a-t-il pas un problème ?

Le risque de voir des programmes d'équipements reportés, annulés ou étalés dans le temps est bien réel, avec les conséquences prévisibles que cela risque d'entraîner sur l'emploi des établissements et entreprises concernées. Tout comme sont également prévisibles la poursuite des gels de salaire pour les salariés du MINDEF et des mesures salariales à minima pour les entreprises de l'armement si les commandes sont en baisse.

Des revendications CGT

Face à cette situation de récession sociale et aux nouveaux plans de rigueur qui vont enfoncer encore plus le pays dans le chômage, la précarité et appauvrir les ménages, la CGT exige une toute autre politique basée notamment sur une meilleure répartition des richesses, une politique ambitieuse vers l'emploi et la valorisation des salaires et pensions pour tirer la croissance vers le haut.

La règle d'or CGT
Emploi stable
Salaires en hausse
Pouvoir d'Achat Renforcé

Au nombre de ces exigences :

- Arrêt du gel des salaires pour les fonctionnaires et les ouvriers de l'État au Mindef et ouverture par anticipation des NAO 2012 à DCNS, SNPE et GIAT Nexter.
- Arrêt des plans de suppression d'emplois par notamment l'intégration AUX STATUTS des salariés aujourd'hui en situation de précarité dans tous les établissements.

Des actions unitaires

5 organisations syndicales ont décidé de faire du 11 octobre une grande journée d'action pour dire stop à cette politique de rigueur et imposer d'autres choix.

Même consciente des difficultés, la FNTE-CGT estime que ne pas agir aujourd'hui est prendre le risque de dégrader encore plus la situation des salariés déjà fortement précarisés pour beaucoup d'entre eux.

La CGT appelle donc l'ensemble des salariés actifs et retraités à décider avec les organisations syndicales, localement et collectivement, des choix d'action pour porter au mieux leurs revendications, notamment auprès de leur direction. Ce 11 octobre doit être une grande journée de mobilisation et de participation aux rassemblements, manifestations et grèves. Pour la Fonction publique de l'Etat, un préavis de grève a été déposé.

**Le 11 octobre, agissons tous ensemble
pour imposer d'autres choix !**